

Des réductions qui font craindre le pire

Il fait partie de ces sages qui méritent d'être écoutés. Surtout quand la crise explose ailleurs et couve ici. Tahar Rahmani, conseiller municipal (Convention citoyenne) et membre du Conseil national des villes (CNV), a décidé d'alerter sur ce que politiques et médias appellent depuis une dizaine de jours, "les violences urbaines."



L'élú Tahar Rahmani alerte sur la déshérence des cités. Ph. P.G.

"Le CNV, constitué de parlementaires et de maires de villes pauvres ou de banlieues (dont le maire de Clichy, NDLR) et d'une quinzaine de personnalités, a prévenu le 6 octobre dernier le gouvernement des dérives constatées dans les cités, souligne l'élú marseillais. 40 % des crédits alloués par la Politique de la Ville (donc l'État) aux associations d'insertion et d'accompagnement à l'emploi ont été supprimés ces 3 dernières années."

Cette diminution n'épargne évi-

demment pas Marseille. "Dans les 3 premiers arrondissements de la ville et dans les 13, 14 et 15^e arrts, toutes les associations qui bénéficient de ces budgets d'État sont touchées", dénonce avec vigueur Tahar Rahmani. Le secteur de la Busserine avec l'association de femmes Schebba, le centre social de la Savine, des structures à la Rose, autant de lieux d'accueil, de présence physique qui pourraient se faner voire disparaître totalement.

Une catastrophe pour ces territoires en déshérence. "On a laissé tomber ces quartiers sans se préoccuper de l'effet balancier. Il explose aujourd'hui."

Et personne ne peut sérieusement jurer que Marseille échappera à cette déferlante de violences. "Bien sûr, Marseille est une ville où la solidarité joue à plein, comme toutes les grandes villes de la Méditerranée, et ce malgré la misère, l'injustice qui frappent. De plus, l'économie informelle, c'est-à-dire la débrouille, est très forte et fonctionne plutôt bien."

L'élú de gauche analyse un dernier point : les appels du pied en direction des responsables religieux l'agacent. "Je regrette qu'on associe les religieux à ces questions. C'est un aveu d'échec des politiques qui disent : parlez à vos jeunes et faites en sorte que ça se calme. Dans une République laïque, c'est intolérable."

À Marseille, travailleurs sociaux, représentants des habitants et élus de tous bords pourraient se réunir pour réaliser un état des lieux. "Que les forces de nos quartiers populaires se regroupent", insiste Rahmani.

Christine FRANÇOIS-KIRSCH